

A l'heure des travaux sur la Constitution européenne, du référendum en Corse, treize ans après la réunification de l'Allemagne (l'âge de l'adolescence), quand l'Europe devient une famille de vingt-cinq membres turbulents aux identités bien trempées, que reste-t-il de la nation ?

C'est à cette vaste question, vieille de deux siècles, précisément en jeu depuis 1789 en France, qu'Alain Dieckhoff s'attaque, répondant ainsi à l'ouvrage de Jean Marc Ferry (philosophe belge, frère du ministre de l'Éducation nationale française) sur l'Europe et le post-nationalisme.

Dans cet ouvrage, il ne s'agit pas de voir dans le nationalisme contemporain le retour à la tribu, au clan, au «parochialisme » (Michel Maffesoli) prenant racine sur le cadavre de l'Etat-nation hégélien tel que nous le vivons depuis le XIX^{ème} siècle.

Il ne s'agit pas non plus de l'éternelle révolte des régionalismes ou particularismes identitaires contre un Etat qualifié par Nietzsche de «plus froid des monstres froids ».

L'auteur nous invite, en fait, à une métamorphose de l'Etat-nation car les sociétés civiles sont en train de transformer les identités des peuples sans Lui ou de manière distincte de Lui.

* * *

Pour comprendre le nationalisme, son essor et son euphémisation lente (depuis 1945) puis accélérée (depuis 1991), longtemps on s'est figuré l'histoire comme une ligne droite ayant un sens unique : allant vers le Progrès humain où les universalismes pacifiques dépasseraient les nationalismes belliqueux.

C'est une eschatologie souvent qualifiée de messianique.

L'auteur nous met donc en garde contre cette vision du monde qui condamne le nationalisme à une horreur historique, faisant appel à ce que la condition humaine porte de plus nuisible en elle pour penser une société.

— | *Il ouvre le champ de la réflexion en reconnaissant que le nationalisme est complexe, qu'il est inhérent à toutes les sociétés, y compris pacifiques et démocratiques : bref qu'il est universel.*

Cette analyse est oxymorique mais elle a déjà son historicité propre.

Déjà, pour comprendre la complexité du seul nationalisme français, celui de Renan (1882), de Péguy (1905) et de De Gaulle (1940/1970), les historiens Michel Winock et Jean-Pierre Azéma avaient réfléchi sur les notions de nationalisme fermé (xénophobe et hexagonal) et ouvert (celui de la grandeur de la France dans le monde).

Aujourd'hui en Europe, ou plus généralement dans les pays développés à économie de marché, plus précisément sur les deux rives de l'Atlantique, l'auteur analyse ce qu'est le «*nationalitarisme* », c'est-à-dire un mouvement identitaire mené par une population au sein d'un Etat-nation déjà constitué en vue d'obtenir sa reconnaissance en tant que nation et son autonomie ou son indépendance en tant qu'Etat (Corses, Basques, Québécois ou Palestiniens).

Pour ce faire, il faut intégrer le nouveau contexte dans lequel le nationalisme tente de se construire (la mondialisation), les moyens qu'il utilise pour s'affirmer (la culture comme vecteur d'identité et comme «arme métaphysique », selon Lawrence d'Arabie, devenue affaire d'Etat) et sa capacité à se développer en faisant le pari de la démocratie et de la supranationalité.

La quête de ces mouvements est d'acquérir le droit à la différence reconnue et garantie par un pouvoir supérieur à l'Etat dans lequel ils vivent : soit un État fédéral, soit une Union à l'europpéenne.